

AZAWAD-MALI : Principe de réalité !

Décidément, l'Etat malien peine à trouver ses marques et à se hisser à la hauteur de ses responsabilités à l'égard des populations placés sous sa protection et de la communauté internationale.

L'initiative du Premier ministre, Moussa Mara, de se rendre à Kidal, malgré les avis exprimés sur l'opportunité de cette visite, relevait d'un manque total de sens politique. Il faut dire que le Président de la République malienne en personne déclarait auparavant qu'il ne négocierait pas, alors que le MNLA (Mouvement Nationale de Libération de l'Azawad), le HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad) et le MAA (Mouvement arabe de l'Azawad) attendaient depuis des mois que le nouveau gouvernement se décide enfin à reprendre le cours de ces négociations comme le prévoient les accords de Ouagadougou de juin 2013. Il s'agit de la seule voie possible pour décider de manière durable de l'avenir des rapports entre le Mali et l'Azawad.

Aussitôt élu, à la suite d'élections rendues possibles par une bienveillance responsable des groupes politico-militaires de l'Azawad, le Président du Mali avait tenu, dans une interview au journal « Le Monde », des propos particulièrement excessifs qui montraient déjà la tonalité qu'il souhaitait donner à son mandat par rapport à la question de l'Azawad. Il avait déclaré en effet, que c'est la Communauté internationale qui « oblige » le Mali « à négocier avec un groupe armé ». Compte tenu du contexte de ces deux dernières années, cette attitude des dirigeants du Mali commence à désespérer ses partenaires et risque de crispier davantage les positions des autres parties impliquées ou concernées directement par ce conflit.

Cette posture officielle engendre la haine des populations du Sud à l'égard de celles du Nord qu'elles ne connaissent souvent même pas. Le plus souvent cette ignorance des réalités du terrain par certains décideurs en charge de la gestion du pays révèle le niveau de prise de conscience proche de zéro des autorités maliennes. Le décalage qui prévaut entre le dessein sous-jacent à toutes les initiatives officielles d'en finir définitivement avec ces « empêcheurs de tourner en rond de Kidal » et la réalité du terrain est tout simplement

sidérant. Comme si les affaires qui entachent la classe politique au Sud allaient pouvoir être oubliées et effacées en détournant l'attention sur une nouvelle crise au Nord. L'objectif est aussi de faire oublier les décisions saugrenues relevant de l'économie et les différents règlements de comptes en cours au niveau la classe politique bamakoise. Que dire alors par rapport aux réalités internationales et à la marche du monde !

Ce chemin pris de longue date par l'Etat malien est toujours aussi catastrophique pour les enfants du Sud et du Nord. La douleur de leurs familles et les tragédies qui résultent de ces comportements irresponsables ne dérangent visiblement pas les dirigeants qui sont censés les protéger. Le choix qui consiste à jeter les populations du Nord en pâture au nom de la sacro-sainte idée de l'intangibilité des frontières, entre autres choses, tous les prétextes étant utilisés et manipulés avec un zèle machiavélique, relève d'une attitude irresponsable nullement assumée et qui a déjà engendré des milliers de morts depuis des décennies. Les soldats maliens tués au cours des derniers affrontements dans le Nord sont les dernières victimes de cet épouvantable malentendu. Et cela ne semble pas avoir d'ailleurs troublé le moins du monde le Premier ministre Moussa Mara, qui déclarait le 20 mai 2014 à Kidal à 18 heures, avant son extirpation : « Bamako est à Kidal aujourd'hui , l'armée a carte blanche pour tout raser si nécessaire, c'est l'occasion d'en finir », à en croire Fabien Offner, l'envoyé spécial de « Libération ». « C'est l'occasion d'en finir ! », il faudrait graver sur chacune des tombes des soldats morts en cette « occasion » ces mots si chargés de sens et qui en disent très long sur les véritables desseins de cette entreprise à plusieurs bandes et la capacité de ceux qui sont censés avoir les nerfs solides pour gérer les affaires dont ils ont la charge...

La preuve est ainsi faite que le système malien, au-delà des gouvernements successifs, n'est pas en capacité de proposer une solution réaliste et sérieuse au conflit qui oppose leur pays à l'Azawad. L'option militaire ayant manifestement montré ses limites, il est grand temps de se rendre à l'évidence et composer avec la réalité de terrain.

Le réalisme, c'est aussi comprendre enfin que le clientélisme et l'achat des consciences, s'ils peuvent permettre de gagner une élection ne sauraient venir à bout de la détermination des peuples à jouir de leurs droits les plus élémentaires, notamment celui d'assurer leur propre survie!

Ce penchant pour la facilité constitue l'un des principaux éléments qui

retardent la prise de conscience et inhibent la capacité à voir les problèmes et à leur chercher des solutions viables.

La communauté internationale, qui a permis à l'armée et à l'administration maliennes de revenir en Azawad, voit ainsi ses efforts contrariés par une politique malienne visiblement trop loin, des réalités, tout occupée qu'elle est à mettre les maigres ressources du pays dans l'achat d'un avion, alors que d'autres priorités attendent, notamment recouvrer la paix et créer les conditions de retour des centaines de milliers de réfugiés qui souffrent pour la énième fois dans des camps, malgré la générosité des pays voisins.

L'impunité

La hiérarchie militaire et politique du Mali devra, tôt ou tard, répondre du massacre des milliers de civils touaregs et maures. La réconciliation entre ces communautés et l'Etat sera à ce prix. Il est illusoire de vouloir construire ou reconstruire tant que cette question n'est pas correctement prise au sérieux et traitée par l'Etat malien. La communauté internationale porte également une partie de la responsabilité de cette impunité qui contribue à éloigner ces communautés de l'Etat malien.

La volonté des peuples est inaliénable et celle du peuple touareg, affichée depuis l'époque coloniale, est de jouir de son droit à l'autodétermination.

Les Touaregs ont déjà payé le prix fort pour vivre en paix avec leurs voisins et en harmonie avec les règles qui régissent le fonctionnement de la communauté internationale.

Les élections

Les élections qui se sont déroulées en 2013 n'ont pas reflété la volonté des populations de l'Azawad, dont une partie importante est encore réfugiée dans les pays voisins (Algérie, Mauritanie, Niger, Burkina Faso) et n'a donc pas pris part à ces élections. Situation qui pose d'ailleurs la légitimité de certains à décider de l'avenir de ces populations. Anomalie qui aurait pu être atténuée par une vraie volonté des autorités issues de ces élections à régler sérieusement et donc durablement cette question abrégant ainsi les souffrances de ces populations.

La sécurité au Sahel

La question de la sécurité et de la stabilité de la bande sahélo- saharienne dépasse aujourd'hui le cadre du Mali et de l'Azawad. Aucune politique d'avenir ne saurait se faire sans une véritable participation des communautés qui vivent dans l'ensemble de ces régions !

Le MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad)

La faiblesse de ses moyens et la difficulté à contrer la propagande des autorités maliennes empêchent encore le MNLA à faire comprendre son projet national à certaines parties de la population de l'Azawad. Situation assez répandue dans ce type de conflit à travers toute l'Afrique.

On a entendu des mercenaires de la plume décréter que le MNLA ne représentait pas l'ensemble de la communauté touarègue de l'Azawad. En oubliant de préciser que ce Mouvement ne s'identifie pas comme touareg, car il souhaite porter les aspirations de tous et à défendre les intérêts de l'ensemble des communautés qui peuplent traditionnellement l'Azawad (Touaregs, Songhay, Peuls et Arabes notamment). Toutes les organisations de libération nationale font face à ce type de propagande de leurs adversaires qui pensent ainsi délégitimer leurs causes. Les mêmes arguments avaient été utilisés contre le FLN (Front de libération nationale) en Algérie, l'ANC Congrès national africain) en Afrique du Sud le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) en Guinée-Bissau... pour ne citer que l'Afrique.

La différence des contextes n'empêche pas ce rapprochement sur le fond. Il s'agit toujours d'une partie des fils d'un peuple qui décident d'eux-mêmes de porter les aspirations de ce peuple et de consentir les sacrifices nécessaires. L'adhésion du peuple comme celui des hésitants se révèle au grand jour quand les leaders d'une telle organisation font la preuve de leur sincérité, de leur détermination et de leur crédibilité dans la défense d'aspirations souvent largement partagées.

La diabolisation du MNLA est contre-productive, car il faudra bien un jour ou l'autre conclure les négociations avec lui et prendre enfin au sérieux les revendications dont il est héritier et qu'il porte aujourd'hui !

Chercher à tout prix à créer et à entretenir l'amalgame entre le MNLA et le terrorisme ou à enfermer cette organisation dans une logique ethnociste, est un signal négatif qui exprime dans toute son ampleur l'absence de volonté des autorités maliennes actuelles à assumer leurs responsabilités et prendre au sérieux la situation de leur pays. Les autorités doivent mettre fin à la politique de l'autruche et bien regarder la réalité en face. Les populations de l'Azawad ont déjà payé un lourd tribut dans la lutte contre l'insécurité permanente dans la sous-région.

L'autonomie

L'autonomie de l'Azawad s'impose aujourd'hui non pas parce qu'il s'agit d'une revendication du MNLA, mais par l'impérieuse nécessité pour le Mali d'accepter une réalité qui saute aux yeux de tous, sauf visiblement à ceux d'une certaine élite malienne ! En effet, dès lors que l'intégrité du pays est respectée, le débat sur l'organisation politico-administrative de l'Etat ne devrait souffrir d'aucun tabou.

Il est aisé de constater aujourd'hui que l'Etat malien dans sa configuration actuelle n'est à l'évidence pas capable d'administrer et de sécuriser l'ensemble du territoire avec ses institutions actuelles.

Les populations du Nord souffrent des conséquences de l'insécurité plus que tout autre Malien ! Elles sont donc les premières à souhaiter le retour définitif de la paix.

L'arrêt des projets de développement, du tourisme et des autres activités qui permettaient l'émergence d'un embryon de tissu économique pénalise en premier lieu les communautés de l'Azawad !

Abdoulahi ATTAYOUB

aabdoulahi@hotmail.com

Temoust - Lyon (France)

26 mai 2014